

Entretien avec Julian Agyeman

réalisé par **Gerald Taylor Aiken**

Translation | Traduction : **Muriel Froment-Meurice** et **Claire Hancock**

Entretien réalisé sur Zoom le 25 janvier 2021.

*Julian Agyeman est professeur d'aménagement et d'études urbaines et environnementales à l'université de Tufts. Les thématiques clés de ses travaux, comme celles de son livre *Introducing Just Sustainabilities* (2013) ont été régulièrement abordées dans notre revue *Justice Spatiale | Spatial Justice*. Julian est le cofondateur et le rédacteur en chef de la revue *Local Environment*, qui a été le creuset de nombreuses idées abordées dans ce numéro spécial, interrogeant par exemple le rôle que peut jouer la communauté dans la recherche d'une transition juste ou la manière dont les questions environnementales sont liées aux questions de justice spatiale et d'injustice. Dans cet entretien avec JSSJ, Julian Agyeman revient sur ses travaux et discute de questions émergentes : comment les pratiques des chercheur-e-s peuvent-elles être plus « justes » ? Quelle place pour les recherches participatives ? Il interroge également le rôle ambivalent de « la communauté » qui permet tantôt de répondre aux attentes en matière de justice tantôt au contraire de renforcer les injustices.*

Gerald Taylor Aiken (GTA) : Bonjour Julian, ce numéro de *JSSJ* regroupe des articles qui analysent la manière dont l'invocation de la « communauté », tout en revendiquant des objectifs de justice, peut participer à dissimuler ou perpétuer les injustices. Le revers de la médaille en somme. L'un des thèmes de votre travail a été la blanchité perçue des initiatives présentées comme émanant de « la communauté », et comment leur représentation dans la pratique, face à la police, mais aussi dans les revues et la recherche, peut privilégier cette blanchité. Première question donc, que pensez-vous du rôle attribué à la communauté dans la recherche de la justice, alors qu'on constate qu'elle sert également à couvrir des injustices ?

Julian Agyeman (JA) : Je pense à la ville de Minneapolis. Minneapolis est au centre de notre réflexion en ce moment aux États-Unis, sur les questions de rapports sociaux de race et d'injustice. J'ai écrit un article pour *The Conversation*¹ dans lequel je présente l'urbanisme comme la boîte à outils spatiale de la suprématie blanche, et je crois que c'est vraiment le cas. Jetez un coup d'œil à Minneapolis. Si on l'analyse à l'aune des indicateurs de la « ville durable », ou de la « ville verte », les résultats sont exceptionnels – comme de Portland, dans l'Oregon. Minneapolis possède le meilleur système de parcs, depuis dix ans, selon le Trust for Public Lands. C'est la troisième meilleure ville pour le vélo, il y a toutes ces pistes pour courir, c'est une ville très verte ! Mais si vous grattez la surface, vous obtenez une image très différente. C'est une ville verte si vous êtes blanc, et que vous pouvez utiliser ces équipements, mais si vous regardez sous le vernis, c'est l'une des villes les plus inégales en matière de revenus, d'accès à la propriété, d'écart de richesse ou d'opportunités, quant à l'éducation aussi. Sur la base de tous ces facteurs et de bien d'autres encore, Minneapolis est une ville très inégale. Effectivement, aux États-Unis, les possibilités d'accéder à des espaces verts ou à une éducation de bonne qualité sont conditionnées par la question des moyens socio-économiques et leur intersection avec la question des rapports sociaux de race.

Je pense, par rapport à votre question, qu'il existe de nombreux projets locaux qui, tout en cherchant à être plus « durables » ou plus « verts », peuvent en fait aggraver les inégalités. Prenons par exemple, aux États-Unis, le programme Complete Streets. Il s'agit de rues où on limite la place de l'automobile où on donne plus de place aux piéton·ne·s avec des trottoirs plus larges. On y trouve des pistes cyclables, des terre-pleins, des bancs et des arbres. Il existe donc de nombreux groupes qui militent en faveur de ces Complete Streets. Et on ne peut qu'être d'accord avec tout cela. Mais de fait, la manière dont ça se déroule aux États-Unis, c'est que cela gonfle les valeurs foncières. Une fois que ces programmes Complete Streets sont mis en place, les loyers augmentent, les prix des logements augmentent. Ils contribuent à gentrifier les quartiers et déplacer les populations. Les personnes qui s'expriment en faveur de ces programmes sont généralement des gentrifieur·euse·s blanc·he·s, de classes supérieures ou moyennes. Soyons clairs, il ne s'agit pas de racisme, mais la promotion de ces aménagements écologiques et durables maintient un état d'esprit colonial autour de la ville, ce qui entraîne la gentrification et le déplacement des ancien·ne·s habitant·e·s. La population de ces quartiers devient beaucoup plus blanche à cause de ces initiatives de durabilité. Non

1. <https://theconversation.com/urban-planning-as-a-tool-of-white-supremacy-the-other-lesson-from-minneapolis-142249>

pas, comme je l'ai dit, à cause du racisme, mais parce que sur le plan socio-économique, ces quartiers sont beaucoup plus chers et donc plus exclusifs. Or, aux États-Unis, « cherté » et « exclusion » sont synonymes d'« exclusion raciale ».

GTA : J'aimerais approfondir cette question, en particulier la relation entre la lutte contre une forme d'injustice – dans ce cas-ci, l'injustice environnementale ou écologique – et la manière dont cela peut entraîner une injustice sociale accrue. Y a-t-il toujours un effet ricochet qui fait que toute tentative pour produire plus de justice dans un domaine a forcément une conséquence négative ailleurs ? Ou, est-ce que dans ce cas, c'est simplement que la conception de la justice n'était pas assez englobante auparavant ?

JA : Voyons les choses ainsi, si vous êtes maire d'une ville états-unienne, vous voulez accroître votre assiette fiscale. Et la gentrification est très utile pour ça. Du coup, alors que de nombreux maires prennent position contre la gentrification, iels voient forcément ses effets fiscaux positifs à mesure que les quartiers se gentrifient dans leur circonscription.

GTA : C'est donc la structure sous-jacente qui est en cause. Et qu'en est-il des exemples venant d'autres pays que les États-Unis ? Retrouve-t-on les mêmes effets pervers ailleurs ?

JA : Oui, je le pense. Mais les enjeux sont très différents. La question des rapports sociaux de race au Royaume-Uni, par exemple, se pose de manière très différente qu'aux États-Unis. Mais je pense que le processus de « colonisation-gentrification », une fois qu'il a été engagé, a des effets très similaires dans les différents pays. Cela crée des quartiers qui excluent sur des bases raciales ou socio-économiques. Mais je pense que c'est un processus général. De ce point de vue, je suis complètement le géographe David Harvey, qui dit que nous construisons des villes pour que les gens y investissent, et non pour qu'ils y vivent. Et c'est exactement le cas, dans de très nombreux endroits. C'est une règle qui semble universelle. Du coup, je pense que les Complete Streets, ou Liveable Streets, sont autant de cas où les organisations communautaires poussent pour transformer le quartier, et, consciemment ou non, favorisent également la gentrification et le déplacement des populations.

GTA : En tant qu'urbaniste, pensez-vous qu'il y ait quelque chose de spécifique à « l'urbain » qui soulève ces questions de justice ?

JA : Je pense que dans les espaces urbains, ces questions sont tout simplement beaucoup plus visibles en raison des densités urbaines, en raison de l'importance de la

population à faibles revenus et des populations minoritaires. Il y a donc une intensité à l'échelle urbaine qui n'est simplement pas aussi visible à mesure qu'on s'éloigne du centre, dans les espaces résidentiels périurbains.

GTA : L'un des aspects intéressants de la coordination de ce numéro a été de rassembler des analyses et des exemples d'initiatives communautaires en langues française et anglaise et de contribuer à provincialiser une partie de cette littérature anglophone. Vous avez travaillé dans le monde entier – quel rôle pensez-vous que joue l'hégémonie anglophone lorsque les chercheur·e·s se concentrent sur la justice ? Tant dans leur propre travail que dans la façon dont iels mènent leurs recherches ?

JA : Oui, je pense beaucoup à la question des langues. Lorsque je donne des conférences, j'utilise souvent une définition de l'urbanisme de Patsy Healey, professeure émérite de l'université de Newcastle. Elle en parle comme : « la gestion de notre coexistence dans un espace partagé ». « La coexistence », l'« espace partagé », c'est ce que nous faisons en tant qu'urbanistes. Mais nous avons d'autres défis à relever dans l'aménagement urbain. Nous utilisons des termes très péjoratifs. « Déclin » : « Votre quartier est en déclin. Nous devons revitaliser le quartier. Nous allons "produire du lieu" ». Cela signifie « nous pensons que votre quartier n'est pas assez bien comme il est, nous allons faire quelque chose pour y remédier ». Le concept de *placemaking* (« production de lieu ») occulte le fait qu'il y a déjà un lieu préexistant. Alors, est-ce qu'on ne fait pas du *placemaking*, est-ce qu'on ne prend pas toute la place, nous les urbanistes anglophones, avec nos concepts ? Il y a tout un vocabulaire de l'urbanisme, dans d'autres langues – le français, l'allemand, l'espagnol – dont nous ne comprenons peut-être pas les nuances.

GTA : donc quand vous vous adressez à des personnes dont l'anglais n'est pas la langue maternelle, comment surmontez-vous cette difficulté ?

JA : En fonction du public, j'explique ces différences. Pour moi, l'urbanisme constitue la boîte à outils spatiale de la suprématie blanche, et ce pouvoir de l'urbanisme est démultiplié par le pouvoir qu'a l'urbaniste de poser les mots – dont certains sont incroyablement stigmatisants, surtout à l'égard de certaines communautés. Or, avec les mots émerge aussi la capacité à construire des récits. Donc, oui, je suis très conscient des multiples questions de justice qui sont en jeu ici.

Récemment, j'ai participé à une réunion d'aménagement avec tou·te·s les notables habituel·le·s, et quelqu'un commence à parler du schéma directeur (*master plan*). Et j'ai dit : « Décolonisons nos esprits tout de suite ! » Typiquement, c'est un terme que nous

utilisons sans réfléchir – comme la *master-bedroom*, la « suite parentale », le *master plan* fait directement référence à la relation maître-esclave. Notre langage est imprégné, il dégouline de privilèges, de préjugés et de pouvoir – et nous devons le dénoncer. Nous devons d’abord le comprendre, puis trouver des alternatives : « la chambre principale » (*main bedroom*), « le schéma principal » (*main copy*) ?

Ce n’est pas qu’une question de justice spatiale. C’est une question de justice lexicale. Avant même d’envisager des mesures d’aménagement, ou de nous engager dans des pratiques spatiales, nous reconduisons des injustices dans le choix des termes et le vocabulaire que nous utilisons pour décrire le monde que nous voyons autour de nous.

GTA : J’aimerais vous poser une question sur votre rôle en tant que fondateur et rédacteur en chef de la revue *Local Environment*. C’est l’un de l’un des principaux lieux où paraissent les recherches sur la communauté et l’environnement, dont beaucoup sur les questions alimentaires – les jardins partagés, ou une partie de votre travail sur les camions de cuisine de rue (*foodtrucks*). Je voulais donc savoir si l’alimentation est un sujet qui se prête particulièrement aux initiatives des communautés – plus que, par exemple, l’habitat participatif ou les initiatives communautaires en matière d’énergie ?

Beaucoup de ces exemples concernent également des cas bien connus – je me demande donc si cela a un lien avec la surétude – la façon dont les recherches ont tendance à se concentrer sur certains endroits clés. Je pense que c’est important, parce que je me demande si les chercheur·e·s qui participent à cette focalisation « dans » et « sur » les communautés ne soulèvent pas d’autres questions de justice.

JA : Vous avez raison. Cette idée de « bonnes pratiques » (*best practices*) m’a souvent posé problème. Parce que cela signifie généralement que l’on aligne les têtes d’affiche habituelles. Pas seulement en ce qui concerne la ville, le projet, le programme ou le processus dont nous parlons, mais cela implique d’habitude un groupe exclusif de personnes qui appliquent ces « bonnes pratiques ». Je préfère le concept de pratique émergente. Prenez, par exemple, la ville de Portland. Elle est le plus souvent présentée comme l’une des villes les plus durables d’Amérique du Nord. Mais nous savons qu’il y a beaucoup de problèmes dans cette ville. La plupart des initiatives de végétalisation qui sont mises en avant pour faire de Portland *la* ville verte par excellence sont portées par des communautés blanches. Il n’y en a pas tant que ça qui soient portées par des communautés noires. Je pense que le concept de pratique émergente pourrait nous aider à prendre en compte une plus grande diversité de programmes et de projets, plutôt que

de toujours chercher les meilleurs, ce qui revient – comme vous l’avez dit – à se focaliser sur ce que fait la classe moyenne et supérieure blanche dotée d’importantes ressources.

GTA : Que faire alors de cette prise de conscience en tant que chercheur·e·s ? Si nous avons tendance à être attiré·e·s par les « bonnes pratiques » comme vous le dites, ou par les « endroits surétudiés », que devrions-nous faire concrètement ? En disant qu’il faut être attentif·ve aux pratiques émergentes, est-ce que nous ne renvoyons pas juste la responsabilité à l’échelle individuelle de chaque chercheur·e ?

JA : Eh bien, beaucoup de chercheur·e·s sont attiré·e·s par la recherche et les projets de recherche auxquels iels peuvent s’identifier. Ce dont nous avons besoin, c’est d’aller plus loin. Pour moi, en grattant sous le vernis des exemples super-verts qui sont aussi super-blancs, nous pouvons trouver d’autres exemples qui sont très différents, qui soulèvent beaucoup de questions quant aux rapports sociaux de race, d’inégalités ou d’injustice spatiale.

Nous avons tendance à vouloir promouvoir nos causes en tant que chercheur·e·s, je pense, qu’il s’agisse de transition, de durabilité, de villes intelligentes, de villes partagées... Nous voulons – et nous tombons tou·te·s dans ce piège – pousser une idée qui nous semble positive, alors nous en cherchons les meilleurs exemples. Je ne dis pas qu’il faut arrêter de le faire, mais il faut aussi être très clair sur le fait que ces « bonnes pratiques » cristallisent de nombreuses ressources, qu’elles sont conçues, entretenues et gérées par des personnes qui ont le temps et les ressources nécessaires. Mais je pense que dans le domaine des pratiques émergentes, on trouve plus de luttes, et plus de pouvoir brut des communautés elles-mêmes, si vous voulez.

Le catalogage de bonnes pratiques ne correspond certainement pas à notre idée de la recherche critique. Je pense que c’est là que des pratiques telles que les recherches participatives ancrées dans des communautés peuvent vraiment nous aider à commencer à identifier d’autres exemples et des pratiques émergentes.

GTA : Qu’est-ce qui fait la supériorité de la recherche participative ? Par bien des points, si on vous suit, on vise la justice et la durabilité, mais en grattant, et en faisant usage de notre esprit critique, nous constatons la perpétuation d’injustices comme le privilège blanc. Est-ce qu’il n’en va pas de même pour la recherche participative ? C’est formidable d’impliquer les personnes concernées dans notre recherche et de leur donner un droit de regard sur la conception et les résultats de la recherche, mais est-ce que, pour beaucoup de groupes en difficulté, cela ne contribue pas tout simplement à pomper le

temps et les ressources des communautés concernées ? Qu'est-ce qui fait de la recherche participative une recherche plus juste ?

JA : Oui, c'est une question difficile. Je présente une partie de ma réponse dans un livre sur lequel je travaille en ce moment *Sacred Civics: the spiritual side of the city*, qui comporte plusieurs chapitres écrits par des autochtones. Iels ont été très clair·e·s au début, iels nous ont dit « nous aimerions collaborer, mais nous devons être payé·e·s ». Alors, j'ai commencé à payer les gens. Nous devons payer les acteur·rice·s communautaires. Si nous voulons qu'iels participent au processus, nous devons les payer. Sans rémunération – pour moi, c'est simplement de l'écriture, mais pour elles et eux, c'est du travail qu'iels donnent gratuitement. C'est pourquoi maintenant, je prévois toujours de l'argent dans le budget – une somme conséquente pour les payer. Ce n'est donc qu'un des aspects de l'équilibre des rapports de pouvoir auquel nous devons penser et que nous devons corriger.

GTA : Mais cela permet aussi de produire de « meilleures » recherches ? N'est-ce pas ? Cela permet d'accéder aux pratiques émergentes et évite l'accaparement des résultats, mais aussi du temps et de l'énergie des participant·e·s ?

JA : Oui. Bien sûr, je suis la personne qui pilote ma recherche, mais nous devons travailler ensemble sur ce point. Je réfléchis beaucoup au concept de coproduction. Je suis très intéressé par cette idée. Comment coproduire les communs urbains ? Comment faire ? Nous pouvons le faire à de nombreux niveaux, par exemple en établissant un budget participatif. La coproduction peut être aussi simple que de jeter un seau d'eau sur un arbre de la rue dans votre quartier, parce que vous savez que c'est la sécheresse – c'est un acte de coproduction. Pensez par exemple un parc – qui est conçu, géré, entretenu, puis programmé – pourquoi pas coconçu, cogéré, coentretenu ? Et des parcs coprogrammés ? Cet espace ne serait-il pas beaucoup plus juste sur le plan spatial, beaucoup plus inclusif sur le plan culturel grâce à ce processus de coproduction ? Je vois aussi que la coproduction s'étend à quelque chose qui me tient à cœur : les urbanistes ne devraient pas se contenter de simples données démographiques, 7 % des habitant·e·s de ce quartier sont des Latinx par exemple. Je veux des « ethnographies approfondies », je veux qu'on dispose pour les quartiers d'études poussées coproduites par les urbanistes et les membres des communautés locales. Imaginez la richesse de la compréhension des quartiers et des communautés si nous ne nous appuyions pas simplement sur des données démographiques, qui ne sont que des données de recensement, mais sur des données ethnographiques poussées, denses et diversifiées.

GTA : C'est clair. Quels sont les principaux enseignements et points à prendre en compte pour déterminer si une initiative communautaire « est » et « peut être » juste ?

JA : Numéro un : votre équipe – à but non lucratif, non gouvernementale – ressemble-t-elle à la communauté dans laquelle elle opère ? Si ce n'est pas le cas, est-elle légitime ? Efficace ? Leur fait-on confiance ? Il y a tellement d'organisations à but non lucratif de nos jours, tellement de collectivités territoriales qui ne ressemblent tout simplement pas à leurs communautés, et c'est un problème. La Dudley Street Neighbourhood Initiative², ici à Boston, qui s'y est établie au début des années 1980, dans une grande période d'évictions et de gentrification, est un bon exemple d'organisation qui ressemble à sa communauté. Mais avant de créer l'association, iels ont fait une analyse démographique du quartier, iels ont constitué un conseil d'administration et une équipe représentatifs du quartier et, 40 ans plus tard, iels sont toujours là. Iels sont appréciés des bailleur·euse·s de fonds, du conseil municipal et la population leur fait confiance. Il y a quelque chose de vraiment, vraiment intense dans le fait de se reconnaître, de reconnaître sa communauté et sa culture dans une organisation. C'est donc le point n° 1.

Le point n° 2 est très simple : la justice sociale n'advient jamais par elle-même. La justice spatiale n'advient jamais par elle-même. On ne se contente pas d'avancer et puis d'un coup « Super ! C'est tellement plus juste socialement, ou spatialement ! Comment toute cette justice est-elle soudain arrivée ?! » Il faut se battre pour cela. La justice sociale n'est jamais donnée, il faut se battre pour l'obtenir.

Vous savez, l'une des choses qui m'inquiètent, c'est quand les urbanistes commencent à dire « nous devons commencer à travailler dans le but d'avancer vers plus de justice sociale ». Je dis : « NON, nous devons commencer par la justice sociale ». Dans l'élaboration des mesures et des stratégies, nous devons placer au centre l'efficacité économique, l'équité ou l'impact environnemental. Nous devons nous centrer sur la justice sociale. Nous devons explicitement demander : comment ce plan ou cette politique peuvent-ils renforcer la justice sociale et la justice environnementale ?

La justice alimentaire comporte toute une série d'autres dimensions. Beaucoup d'organisations œuvrant pour la justice alimentaire sont animées par des personnes blanches, ou majoritairement par des personnes blanches, et souvent dans des quartiers majoritairement noirs. C'est ce type de question qui pose problème. Aujourd'hui, il existe un nombre important et croissant d'organisations animées par des personnes racisées,

2. <https://www.dsni.org/>

mais il y en a encore trop de structures où il y a un-e membre du conseil d'administration et un-e travailleur-euse racisé-e et tou-te-s les autres sont blanc-he-s. C'est un problème. Je ne doute pas de la motivation des travailleur-euse-s qui composent ces organisations. J'enseigne à ces étudiant-e-s à l'université, et iels viennent à mon cours de justice alimentaire avec un indéniable désir de faire changer les choses. Ce sont de bonnes, très bonnes personnes. Mais c'est problématique, lorsque des personnes blanches contrôlent une organisation pour la justice qui s'occupe d'une communauté minoritaire à faible revenu, dispensant des conseils en matière de nutrition. C'est souvent assez stigmatisant, et basé sur une certaine idée de ce qu'est un corps sain, etc.

GTA : Dans l'ensemble, voyez-vous tout de même des progrès ?

JA : Ce qui est bien aux États-Unis, c'est que ces échanges sur les rapports sociaux de race, l'urbanisme, la suprématie blanche, la justice sociale et spatiale ont lieu, maintenant plus que jamais. C'est dû en grande part à l'horrible assassinat de George Floyd à Minneapolis en mai 2020, au mouvement #BlackLivesMatter et aux politicien-ne-s progressistes, à l'échelle locale, étatique ou fédérale. Et bien sûr, la nouvelle administration Biden-Harris y contribuera aussi...

GTA : Julian, merci.

Pour citer cet article

Agyeman Julian, Interview conducted with Gerald Taylor Aiken [Entretien réalisé par Gerald Taylor Aiken], *Justice spatiale / Spatial Justice*, n° 17, 2022 (<http://www.jssj.org/article/entretien-avec-julian-agyeman/>).